

FORUM ÉCONOMIQUE DU CSF

1 200 économistes au Forum

Il est plus de 17 heures. Pourtant, 1 200 femmes de tous les coins du Québec venues au forum Les femmes, une force économique insoupçonnée, organisé sous l'égide du Conseil du statut de la femme, sont encore là, debout après deux jours de discussions,, à ovationner longuement et chaleureusement Evelyne Tardy, celle qui a défié avec un humour cinglant notre «Grand Argentier»... «Mais ce qu'on veut, M. Parizeau, c'est être Premier ministre... Les femmes ont de l'imagination, ça vous manque à vous, les hommes...»

Pourtant, ce n'est pas elle qui fera la manchette des quotidiens du matin, mais le mari d'Alice Polanska. À peine a-t-on relevé que ce dernier avait perdu sa contenance habituelle. Rouge «comme une tomate», il a dû faire face à une salle pleine à craquer qui est restée froide et sceptique devant la personification (ou l'illusion ?) du pouvoir économique qui nous gouverne. Non, M. Parizeau n'a pas fait le poids, et ses tentatives pour rendre les femmes «plus réalistes» sont restées vaines.

Moi qui, après un séjour de deux ans à l'extérieur du Québec, croyais que ce forum serait empreint de morosité et affecté par la crise de démobilisation so-disant généralisée, me voilà rassurée. Est-ce l'effet d'un dépaysement bénéfique? À ce moment précis du forum, j'ai senti dans la foule une détermination et une énergie puisées à même ce ressourcement collectif. C'est avec une grande satisfaction que j'ai compris à quel point 1 975, cette époque où nous affirmions fièrement nos corps, s'était éclipsée de nos mémoires pour céder la place à une force politique et économique, collective de surcroît. C'est sans doute ce qu'on appelle la maturité. Mais cette manifestation, qu'on a qualifiée de «vrai sommet économique», une

première canadienne, a-t-elle réellement jeté des bases de calcul nouvelles pour évaluer, par le concept de production sociale, l'apport économique des femmes dans la société? N'a-t-elle pas en même temps démontré l'ampleur du fossé qui nous sépare des détenteurs du pouvoir?

Solidarité spontanée

Ceci dit, celles qui s'attendaient à de spectaculaires consensus ont dû être déçues. Ce n'était d'ailleurs pas le but du CSF, conscient de la diversité, voire des divergences d'intérêt des participantes. Cette hétérogénéité m'a personnellement étonnée : travailleuses des secteurs public et para-public (28%) et du secteur privé (14%), travailleuses oeuvrant au sein de groupes de femmes ou de groupes populaires (39%), enseignantes, cadres, professionnelles, etc. À l'inscription, 98% des participantes s'identifiaient aussi comme des «productrices domestiques», dont 10% de «ménagères» à plein temps; 40% d'entre elles avaient plus de 40 ans, et 50% de 25 à 40 ans.

Autre effet de cette diversité : les femmes choisirent spontanément l'atelier

qui correspondait le plus à leurs attentes, souvent plus personnelles que collectives ou sociales. Il n'en demeure pas moins que les ateliers et les plénières ont permis de reformuler certains de nos problèmes collectifs. Par exemple le fait que 86% d'entre nous se retrouveront seules à un moment donné en vieillissant, comme nous l'a appris Francine Harel-Giasson. Un forum, si important soit-il, ne brise pas d'un coup l'isolement chronique des femmes malgré le mouvement de solidarité spontanée qu'il peut susciter.

Solidarité spontanée, oui, quant aux constats, mais l'unification des stratégies reste pour le moment au stade des balbutiements. Car notre isolement, en termes de cheminements, de préoccupations, d'occupations et de discours a été mis en relief à travers les 25 ateliers. S'affirmer, oui, mais de là à déterminer collectivement l'action à entreprendre pour arriver aux solutions, il y a une marge.

L'apport nouveau des femmes cadres et professionnelles a permis des échanges intéressants. Toutefois, il a fait ressortir des différences fondamentales de motivation, comme en témoigne ce commentaire d'une ingénieure d'Hydro-Québec. Elle est venue au forum pour échanger avec d'autres professionnelles sur la technologie «de production». Elle admet se sentir bien loin des revendications exprimées dans son atelier et constate de ce fait sa marginalité à ce forum. D'autant plus qu'elle se sent «...à l'aise dans un milieu d'hommes. Féministe? oui, si ça veut dire faire avancer la cause des femmes. Non, si c'est selon l'étiquette du passé». Ainsi, l'hétérogénéité et son pendant, le pluralisme, peuvent constituer des facteurs de santé pour le mouvement féministe au Québec. Mais l'unité reste à faire, comme le démontrent certaines divergences qui, selon moi, se sont dégagées de ce forum.



Photo: Ninon Choquette

Et stratégies divergentes

Les représentantes de syndicats, de mouvements politiques et de groupes de femmes ont énormément influencé le déroulement du sommet. Consciemment ou non, et quel que soit leur discours, elles ont malheureusement contribué à écarter les interventions souvent plus terre à terre des femmes isolées et plus discrètes. On sait que dans les organisations politiques et syndicales, on se soucie plus de solutions sociales et collectives, et il y avait là autant de discours que de groupes : des anti-militaristes omniprésentes aux marxistes-léninistes toujours insistantes, des femmes du Mouvement socialiste aux syndicalistes des secteurs public et para-public, dont le discours parfois monotone parce que monocorde reflétait néanmoins la situation aiguë qui prévaut en éducation et en santé. Habituees à véhiculer un certain type de vocabulaire, celles-ci ne favorisaient guère l'intégration des femmes «non regroupées» ou oeuvrant dans des organismes moins «radicaux»(comme l'AFEAS). Souvent moins bien articulées, l'approche de ces dernières tranche souvent par une sainte frousse de se définir comme féministes, de peur d'en porter l'étiquette à tout jamais, comme une tare héréditaire.

Personne ne visait évidemment à diviser les femmes entre «regroupées» et «non-regroupées». pas plus qu'entre riches et pauvres... Mais la situation économique, le statut social et les

conditions qui en découlent ont influencé les perspectives d'action dans plusieurs ateliers. Dans l'atelier *Apprivoiser l'argent*, par exemple, on venait d'une part chercher des trucs pour joindre les deux bouts; d'autre part, les plus privilégiées voulaient rentrer chez elles armées de recettes efficaces pour payer le moins d'impôts possible. Deux préoccupations, deux mondes quotidiens.

L'atelier *Investir les milieux d'influence*, composé essentiellement de femmes cadres et professionnelles travaillant dans une structure hiérarchique, gouvernementale ou autre, s'est aussi révélé significatif. Les participantes se sont penchées sur la mise sur pied ou d'un véritable Parti féministe, selon certaines «inévitables», ou plutôt de «collectifs», pour les partisans d'une société pratiquement parallèle où le travail serait réorganisé. Ailleurs, par contre, on a préféré miser sur les femmes qui réussissent (mais à quel prix?) à gravir les échelons du pouvoir tel qu'il est. Le choix d'une stratégie est donc loin d'être clair.

Le nerf de la guerre

D'autres ateliers sont venus confirmer cette contradiction, entre autres ceux consacrés au financement des projets de femmes. Les participantes se sont mises d'accord sur un manifeste dénonçant «l'arbitraire des critères de subvention» et exigeant «un changement dans les modes d'attribution, dans la volonté politique et la mentalité des gouvernements», sinon... Sinon quoi, justement? Comment

forcer les gouvernements à changer? Quelles solutions originales pourraient mettre un terme à la dépendance? On s'en remet encore à la charité gouvernementale.

Je reconnais que ces différences, ces dichotomies sont inévitables. Ce qui m'inquiète surtout, c'est qu'à vouloir les taire et éviter la confrontation, on ait accepté des énormités. Une professionnelle m'a candidement confessé que pour elle, les projets subventionnés «c'est pour les pas bons», sans même se rendre compte qu'elle pointait ainsi du doigt des dizaines de groupes de femmes. Une autre ne s'est pas gênée pour débâter sur les grèves et les syndicats, sans même susciter, du moins en apparence, de malaise. Ou encore cette entrepreneure en counseling, dont l'histoire est pour le moins ambiguë: un magasin d'une chaîne d'alimentation, après avoir remplacé son personnel masculin par une main-d'oeuvre à meilleur marché (féminine bien sûr) et sans fournir la formation nécessaire, s'est retrouvé avec un taux d'accidents fort élevé. La compagnie engagea donc l'entreprise de counseling pour montrer aux employées comment éviter les accidents...Je vous laisse tirer vous-mêmes les conclusions.

Il faut dire que notre ministre à la Condition féminine, Pauline Marois, prêche par l'exemple. Absente du forum pour des raisons personnelles, elle a envoyé une subalterne nous lire son message qui commençait par "VOUS les femmes" et se poursuivait ainsi : «M. Parizeau suivra de près votre démarche...» Est-ce à dire que les femmes «boss» ne font que prendre la place des hommes décideurs? À nous d'en décider, d'ici le prochain forum.

SYLVIE BÉLANGER

1/ Au Palais des congrès de Montréal, les 29 et 30 octobre

2/ «Promue» le 25 novembre à la fonction de ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité durevenu, suite à la démission de Pierre Marois. Madame Marois a été remplacée à la Condition féminine par Madame Denise Leblanc-Bantey.